

Unité Interdépartementale Anjou-Maine
Rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 St-Barthélémy-d'Anjou
uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

St-Barthélémy-d'Anjou, le 18 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNER'GIE

6 avenue de Volos
72100 Le Mans

Références : 2026-129_SYNER'GIE (EX SOCCRAM)_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301133

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement SYNER'GIE implanté ZUP des Sablons Rue du Danemark 72100 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNER'GIE
- ZUP des Sablons Rue du Danemark 72100 Le Mans
- Code AIOT : 0006301133
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SYNER'GIE exploite, en délégation de service public pour Le Mans Métropole, deux chaufferies urbaines : BDH1, constituée de trois chaudières de puissance totale 39MW et BDH2, constitué de 2 chaudières de puissance totale 19.5MW.

Les installations sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DCPPAT 2018-094 du 26 novembre 2018 et les arrêtés préfectoraux complémentaires n°DCPPAT-2021-0229 du 27 octobre 2021 et n°DCPPAT-2025-0059 du 27 février 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Vérification des installations électriques – Suite constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
3	Dispositifs de détection – Suivi constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.5	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Dispositifs de protection contre la foudre – Suite constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.3.1 et 7.3.3.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Suivi, interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 9.3.1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
8	Ventilation des locaux, événements et parois soufflables	AP Complémentaire du 27/02/2025, article 5.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Locaux à risque incendie – Suite constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Capacité de rétention	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.5.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	Consommation d'eau relative à l'agrandissement du réseau de chaleur	AP Complémentaire du 28/02/2025, article 4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats concernant la vérification des installations électriques et la production de bilans des installations, déjà évoqués dans les visites de 2020 et 2023, font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Des justificatifs sont attendus pour les dispositifs de détection et la protection contre la foudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification des installations électriques – Suite constat VI 05/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 30/07/2023
Prescription contrôlée : <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : <p>Suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de conserver une trace écrite des mesures correctives prises suite aux vérifications périodiques des installations électriques.</p> <p>Par courrier du 22 juillet 2020, l'exploitant avait indiqué avoir mis en place sur site, un classeur permettant de suivre toute(s) observation(s) ou non-conformité(s) émanant d'un bureau de contrôle, une identification et un traçage des actions correctives étant prévus.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 4 mai 2023, l'exploitant avait indiqué que la consignation des actions correctives n'était pas encore faite et qu'il prévoyait la mise en place d'un tableau de suivi. Les rapports de vérification des installations électriques avaient été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none">• 2021 (n°R1388153-003-1) : 3 observations, dont 2 récurrentes• 2022 (n°1388153-004-1) : aucune non conformité identifiée.• Les actions correctives effectuées suite à la vérification de 2021 n'avaient pas été tracées (en l'absence du tableau de suivi). <p>L'attestation Q18, émise suite à la vérification de 2022, indiquait que l'installation électrique ne présentait pas de risque d'incendie et d'explosion. Cependant, il était précisé que la vérification n'avait été que partielle (pour des raisons d'exploitation et de non accessibilité). Le bureau d'études a indiqué que les compléments nécessaires étaient à réaliser.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 19 février 2026, l'inspection a constaté la mise en place du tableau de suivi. Celui-ci comporte tous les suivis réglementaires (notamment installations électriques). En revanche, le suivi des actions correctives demandé en 2020 et 2023 n'a pas été mis en place. Les actions effectuées lors de ces dernières années n'ont pas non plus été retrouvées dans les trois cahiers de chaufferie qui ont été consultés.</p>

Les rapports de vérifications ont été présentés lors de la visite et sont récapitulés ci-dessous :

	BDH 1	BDH2 (anciennement local cogénération)
2023	4 observations	<i>Pas de contrôle</i>
2024	5 nouvelles observations (celles de 2023 ont été levées) Q18 indiquant que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendies ou d'explosion	1 observation
2025	<i>Pas de contrôle</i>	Q18 sans risques mais partiel

Les installations sont susceptibles d'entraîner des risques incendie ou explosion, et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que des actions correctives ont été mises en place entre 2024 et 2026 (pas de précision dans le tableau).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place un tableau de suivi des mesures correctives sur les installations électriques (ou les préciser sur le tableau de suivi réglementaire existant), mentionnant le type et la date d'intervention et le nom de l'intervenant (externe ou interne à Dalkia).

Un contrôle complet des installations électriques, sur l'ensemble de l'établissement, doit être mis en place dès que possible afin de justifier que les installations électriques ne puissent pas entraîner de risques incendie/explosion.

Compte tenu des constats, il est proposé une mise en demeure pour la mise en conformité des installations électriques pouvant présenter des risques d'incendie ou d'explosion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Locaux à risque incendie – Suite constat VI 05/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les espaces chaudière de la chaufferie BDH1 (local A et local B) sont isolés par une paroi intérieure et des murs extérieurs de degré REI 120 (coupe feu 2h).
- les espaces chaudière de la chaufferie BDH2 (ancien local cogénération et ancien local adjacent) sont isolés par des murs extérieurs de degré REI 120 (coupe feu 2h) et une paroi intérieure de degré REI 30.

Les portes d'accès à ces espaces sont EI30 (coupe feu 30 minutes).

Les locaux à risque d'explosion présentent les caractéristiques suivantes : les chaudières sont incluses dans 4 locaux étanches ventilés avec des parois et plafonds béton résistants à 500 mbar.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 5 juin 2020, l'exploitant avait indiqué avoir réalisé la modélisation justifiant que les effets ne sortaient plus du site après la mise en place du mur au niveau du bâtiment de cogénération et avait précisé que les travaux pour la mise en place du mur étaient planifiés au 2^e semestre 2020.

Suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de fournir la modélisation des effets et de justifier de la mise en place du mur.

Lors de la visite d'inspection du 4 mai 2023, l'inspection avait constaté la présence d'un mur au droit de la canalisation de gaz aérienne extérieure du bâtiment cogénération. Cependant, en l'absence de pièces justificatives et techniques, les caractéristiques de ce mur (hauteur, largeur, épaisseur, dispositif de liaison) ne pouvaient pas être certifiées.

Par ailleurs, l'efficacité du mur (en cas de brèche sur la canalisation) ne pouvaient pas être vérifiée, l'exploitant n'ayant pas à disposition la modélisation justifiant que les effets thermiques ne sortent plus du site suite à la mise en place du mur.

Le 3 mai 2024, l'exploitant a porté à connaissance du préfet le retrait de l'unité de cogénération pour installer des chaudières gaz dans le local (désormais nommé BDH2), conduisant à une mise à jour de son arrêté préfectoral. Dans ce document était présenté la modification de l'alimentation gaz du local : les électrovannes et la vanne barrage manuelle sont déplacées du côté ouest (là où avait été construit le mur) vers le côté sud, et la canalisation a été enterrée jusqu'au nouveau point.

Les modélisations fournies dans le porter à connaissance, notamment le scénario 6b "UVCE" et le 6c "jet enflammé", démontrent une absence de sortie des effets létaux du site sans prendre en compte le mur.

Lors de la visite du 19 février 2026, l'inspection a constaté le déplacement du coffret contenant les électrovannes et que la canalisation était enterrée jusqu'à ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositifs de détection – Suivi constat VI 05/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 71.2 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. [...] L'emplacement des détecteurs est repéré sur un plan.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de réaliser un plan des emplacements des détecteurs.</p> <p>Par courrier du 22 juillet 2020, l'exploitant avait transmis les plans d'implantation, au niveau de la chaufferie, des détecteurs gaz et détecteurs incendie. Les deux locaux, abritant les chaudières, sont équipés de détecteurs gaz. Les zones à risques du bâtiment "chaufferie" (identifiées lors de la visite 2020 : local BT, local HT, local pompe et locaux des chaudières) sont équipés de détecteurs incendie. Aucun plan relatif à l'emplacement des détecteurs dans le bâtiment cogénération n'avait pu être consulté au cours de la visite de 2023.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas disposer de plan à jour des dispositifs de détection pour le bâtiment cogénération.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 19 février 2026, l'exploitant a présenté le plan des détecteurs gaz du bâtiment BDH2 (ancien local cogénération). Le plan des détecteurs incendie n'a pas pu être retrouvé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre le plan de tous les détecteurs (gaz et incendie) de la nouvelle chaufferie BDH2.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Dispositifs de protection contre la foudre – Suite constat VI 05/06/2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.3.1 et 7.3.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.3.3.1 : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Article 7.3.3.2 : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p>

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs (facture...) attestant que les travaux relatifs à la foudre avaient été réalisés conformément à l'étude technique de 2016. Par ailleurs, il lui avait été rappelé que l'installation des protections devait faire l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Par courrier du 22 juillet 2020, l'exploitant avait indiqué que l'installation foudre de la chaufferie était opérationnelle et fonctionnelle (l'attestation d'installation en conformité, du 9 août 2018, relative à la présence de prises de terre paratonnerres sur la cheminée de la chaufferie, ayant été transmise). Il précisait que le paratonnerre de la cogénération était en attente de mise en place de la nouvelle cheminée et que la vérification initiale de conformité serait réalisée une fois les travaux terminés.

Lors de la visite d'inspection du 4 mai 2023, les éléments justifiant de la réalisation de l'ensemble des travaux relatifs à la foudre n'étaient pas disponibles, ni le rapport de vérification initiale faisant suite aux travaux.

Le rapport de vérification complète "Foudre" de 2022 a été consulté : trois observations ont été notifiées dont notamment une portant sur l'absence de parafoudres de type 2 sur l'alimentation de la centrale incendie et de la centrale de détection gaz (dispositifs indiqués par l'ARF et l'étude technique de 2016).

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant avait transmis le rapport relatif à la première vérification complète "Foudre", effectuée le 10 novembre 2020. Il a précisé que les factures relatives aux travaux pour les dispositifs de protection contre la foudre étaient en cours de récupération.

Dans son porter à connaissance de 2024, l'exploitant indiquait que l'analyse du risque foudre et de l'étude technique associée seraient mis à jour avec la transformation de BDH2.

Lors de la visite du 19 février 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection la nouvelle version de l'analyse risque foudre. Celle-ci indique que l'installation d'un paratonnerre sur BDH2 n'est pas nécessaire. Le dernier rapport de vérification date de 2024 et est sans observations (les trois observations du rapport de 2022 ayant été levées). Il n'a pas été précisé si une vérification visuelle a été effectuée en 2025.

Le 3 mars 2026, l'exploitant a fourni par mail le devis et le bon de commande établis en novembre 2023 relatif à la levée des 3 observations du rapport de 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir :

- la dernière version de l'analyse risque foudre et l'étude technique associée, qui prennent en compte les modifications de l'ancien local cogénération en BDH2 ;
- les rapports de vérification complète de 2024 et 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 9.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 30/07/2023
Prescription contrôlée : <p>[...] Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et conformément au chapitre 9.2 l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.</p> <p>L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres. Un rapport de synthèse est adressé annuellement à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Lors de la visite de mai 2023, il avait été constaté que les rapports mensuels de synthèse, relatifs aux résultats des mesures et analyses, n'étaient pas établis.</p> <p>Aucun rapport de synthèse annuel n'est transmis à l'inspection des installations classées. Le dernier bilan annuel de surveillance dont dispose l'inspection est celui de 2017 (transmis suite à une remarque émise suite à la visite d'inspection du 7 juin 2018).</p> <p>Lors de la visite du 19 février 2026, l'inspection a constaté que les rapports mensuels de synthèse ne sont pas réalisés. L'exploitant a la capacité de sortir facilement les données brutes depuis l'ordinateur de supervision, le logiciel permettant l'export sur une période et avec des paramètres donnés, mais n'inclut pas l'interprétation des résultats, les modifications et les actions correctives.</p> <p>De même, aucun bilan annuel n'a été établi ou transmis depuis la dernière visite.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra transmettre un bilan annuel de l'année 2025 avant la fin du 1^{er} trimestre 2026. La demande de l'inspection étant répétée depuis plusieurs visites et aucun bilan annuel n'ayant été transmis depuis 2017, un projet d'arrêté de mise en demeure sur ce point est proposé au Préfet.</p> <p>Les bilans mensuels, incluant l'ensemble des éléments demandés dans l'article 9.3.1, doivent être systématiquement établis et seront susceptibles d'être demandés par l'inspection lors de futures visites. L'exploitant fournira ces bilans pour les 3 derniers mois (décembre 2025, janvier et février 2026).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>[...]</p>
Constats : <p>Lors de la visite de mai 2023, l'inspection avait constaté la présence de deux GRV contenant de la kétamine dans le bâtiment abritant les chaudières (actuel BDH1) qui étaient stockés sans rétention. Au vu de l'étiquette (mention de précaution "éviter le rejet dans environnement"), le produit est susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.</p> <p>Lors de la visite du 19 février 2026, l'inspection a constaté l'absence de GRV dans ce local, remplacés par une cuve double peau dans laquelle le produit kétaminé peut être pompé. L'exploitant explique que ce produit d'entretien de canalisations est toujours livré en vrac mais que les récipients sont vidés dans la cuve, évitant de devoir mettre en place une rétention. La fiche de consignes et la FDS "kétamine G900" sont apposés sur la cuve.</p> <p>En revanche, dans BDH2 a été constaté la présence d'un GRV, mais celui-ci est disposé sur une grille donnant sur un espace de rétention directement creusé dans la dalle béton. L'existence de cette rétention n'est pas mentionnée dans le porter à connaissance. Celui-ci semble pouvoir contenir 100 % du contenu (même dimension en largeur et longueur et profondeur importante) mais ses dimensions exactes n'ont pas été données par l'exploitant.</p> <p>Par mail du 3 mars 2026, l'exploitant a indiqué les dimensions de la rétention : $1*1*1.2 = 1.2m^3$ soit plus de 100 % de la contenance d'un GRV de 1000L.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consommation d'eau relative à l'agrandissement du réseau de chaleur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/02/2025, article 4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Ressources en eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment, la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100m³, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, aux exercices de secours, ou aux opérations de maintenance du réseau de chaleur, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3/an)
Réseau public AEP	LE MANS	4000

L'exploitant devra disposer d'une méthode de surveillance permettant de démontrer que les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, aux exercices de secours ou aux opérations de maintenance du réseau de chaleur ne dépassent pas les seuils prescrits. Notamment, les appoints d'eau nécessaires aux agrandissements du réseau de chaleur doivent être quantifiés. Ces justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite du 19 février 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection les données de consommation d'eau de l'année 2025, qui peuvent être consultées par le logiciel de suivi de l'installation. Cette consommation est bien suivie par deux compteurs différents :

- "petit débit" qui correspond aux activités propres à la chaufferie (maintenance, sanitaires)
- "grand débit" qui concerne tous les prélèvements nécessaires à l'appoint ou à l'extension du réseau de chaleur (ce qui a été le cas sur ces dernières années, notamment en 2024).

Année	Petit débit (m3)	Grand débit (m3)	Extension du réseau de chaleur (m linéaire)
2024	2500	17723	5831
2025	1830	9900	2008

La limite de 4000m³/an s'appliquant uniquement pour "petit débit", la prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Ventilation des locaux, événements et parois soufflables

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/02/2025, article 5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques explosifs

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

La ventilation assure en permanence un balayage de l'atmosphère des locaux, aux moyens d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air.

Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 7.1.2 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements d'une surface minimale de :

- 30 m² pour le local A ;
- 22 m² pour le local B ;
- 17 m² pour le local de la chaudière 5 ;
- 29 m² pour le local de la chaudière 4.
- Les parois sont soufflables avec un bardage double peau.

Ces événements / parois soufflables sont disposé(e)s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.

Constats :

La surface d'événements, qui comprend les murs fusibles creux, les surfaces de ventilation et les trappes de désenfumage a été calculée :

- pour BDH1, dans le dossier de réexamen déposé en 2019 ;
- pour BDH2, dans le rapport à connaissance déposé en 2024.

L'inspection a constaté la présence des murs fusibles lors de la visite du 19 février 2026, qui se distinguent des parois coupe feu par leur aspect (parpaings au lieu de béton) et le son creux produit. Leur surface a été estimée à vue d'œil et était cohérente avec les dossiers déposés par l'exploitant.

Une estimation plus précise de leur surface ainsi que celle des autres événements est attendue

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre à l'inspection les photographies des événements (parois soufflables, grilles de ventilation et trappes de désenfumage) de BDH1 et BDH2 et mesurer leurs dimensions.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois